



Capitalisme cognitif et revenu social garanti comme revenu primaire

Carlo Vercellone

► To cite this version:

Carlo Vercellone. Capitalisme cognitif et revenu social garanti comme revenu primaire. Alain Caillé et Cristhophe Fourel. Sortir du capitalisme. Le scénario Gorz, Le Bord de l'eau, pp.137-148, 2013. halshs-00975286

HAL Id: halshs-00975286

<https://shs.hal.science/halshs-00975286>

Submitted on 8 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CAPITALISME COGNITIF ET REVENU SOCIAL GARANTI COMME REVENU PRIMAIRE¹

in, Caillé A. et Fourel Ch (ed) *Penser la sortie du capitalisme, Le scénario Gorz*, Le Bord de l'eau, pp. 137-148.

Carlo VERCELLONE

Centre d'économie de la Sorbonne, CNRS et Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Dans l'évolution de la pensée de André Gorz, le dialogue avec les tenants *operaïstes* de la problématique du *general intellect*, puis de la thèse du capitalisme cognitif, marque un tournant important, et ce tant pour ce qui concerne sa réflexion sur la crise du capitalisme que sur la manière d'en penser la sortie².

Rappelons que par le concept de capitalisme cognitif on entend le passage du capitalisme industriel, caractérisé par l'hégémonie du travail et du capital matériels, à une étape nouvelle de capitalisme, marquée, pour synthétiser à l'extrême, par deux traits dominants :

- la dimension cognitive et immatérielle du travail devient dominante sur la plan de la création de valeur et de richesse, tandis que la forme principale du capital devient le capital nommé immatériel ou intellectuel, concept qui pour Gorz (2003) représente un véritable oxymore. Dans ce cadre, l'enjeu central de la valorisation du capital et des formes de la propriété porte directement sur la transformation de la connaissance et du vivant lui-même en un capital et une marchandise fictifs (Vercellone, 2008) ;

- cette évolution s'inscrit dans un contexte où la loi de la valeur-temps de travail entre en crise en définissant une logique d'accumulation du capital caractérisée par ce que l'on peut appeler le « *devenir rente du profit* » (Vercellone, 2007). Il en résulte un divorce croissant entre la logique de la marchandise et celle de la richesse qui illustre de manière exemplaire « *la crise du capitalisme dans ses fondements épistémiques* » Gorz (2004, p. 214),

¹ Cette contribution est en grande partie la transcription de l'intervention présentée lors du colloque : *Penser la sortie du capitalisme, Le scénario Gorz*, 15-16 novembre 2012, Montreuil.

² Pour une présentation plus détaillée de ce tournant dans l'analyse gorzienne de la dynamique du capitalisme, je me permets de renvoyer à Vercellone 2009. Sur ce point cf. aussi Gollain (2010).

Précisons en effet que selon Gorz, et là nous avons une contribution essentielle à la problématique du capitalisme cognitif, ce dernier « *n'est pas un capitalisme en crise, il est la crise du capitalisme qui ébranle la société dans ses profondeurs* » (Gorz 2003, pp.81-82). Il faut entendre par là, la contradiction fondamentale qui oppose la logique parasitaire et rentière du capitalisme cognitif d'une part et les conditions objectives et subjectives à la base d'une économie fondée sur le savoir qui «*contient [...] en son fond une négation de l'économie capitaliste marchande*» (Gorz 2003, p. 76).

L'une des conséquences les plus significatives de cette évolution de la pensée de Gorz est justement le changement de sa position à l'égard de la proposition d'un revenu social garanti inconditionnel et indépendant de l'emploi, proposition à laquelle il s'était jusqu'au milieu des années 1990 opposé, en lui préférant un projet de réduction progressive et radicale, à l'échelle sociale, de la dépense en travail-emploi effectuée dans la *sphère de la nécessité*

C'est notamment la prise en compte du lien existant entre l'essor d'une intelligence collective et la crise de la loi de la valeur qui dans *Misère du Présent et Richesses du possible* le conduit à adhérer à l'idée d'un revenu d'existence en argumentant que lorsque « *l'intelligence et l'imagination (le general intellect) deviennent la principale force productive, le temps cesse d'être la mesure du travail ; de plus, il cesse d'être mesurable* » (Gorz 1997, p. 140) Il en résulte qu'il devient de plus en plus difficile envisager une réduction homogène du temps de travail en définissant «*une quantité de travail incompressible à accomplir par chacun au cours d'une période déterminée* » (ibidem)³.

Il existe donc un lien étroit entre les thématiques du *general intellect* du capitalisme cognitif et la manière de justifier et de concevoir la proposition de revenu social garanti (RSG). Sur ces bases, dans l'esprit d'un dialogue vivant et ouvert avec la réflexion de André Gorz⁴ qui anime ce colloque, cette contribution sera articulée en deux parties.

³ Dans ce cadre, poursuivait Gorz, « *l'allocation universelle est la mieux adaptée à une évolution qui fait du niveau général des connaissances, knowledge, la force productive immédiate, et réduit le temps de travail à très peu de choses en regard du temps que demandent la production, la reproduction et la reproduction élargie des capacités et des compétences constitutives de la force de travail dans l'économie de l'immatériel* » (ibidem, p. 144). NB. Le passage souligné correspond à un passage des Grundrisse de Marx cité par Gorz.

⁴ Le dialogue que j'ai entretenu avec Gorz sur le thème du revenu social garanti avait commencé avant même son adhésion à l'idée du d'allocation universelle inconditionnelle avec un article publié sur Futur Antérieur au début des années 1990 (Cerica et Vercellone, 1993).

Dans la première, il s'agira de rappeler schématiquement certains fondements théoriques essentiels qui, à notre avis⁵, permettent de caractériser le sens et l'originalité de la proposition de RSG à l'aune de la thèse du capitalisme cognitif. Dans cette démarche, nous verrons également comment si sur certains points de cette caractérisation il existe indiscutablement un rapport de continuité et de convergence avec l'héritage de Gorz, sur d'autres la question est beaucoup plus ouverte et contradictoire.

Dans la seconde partie, nous nous attarderons logiquement sur la nature de ces divergences qui concernent en particulier la façon de concevoir le revenu garanti comme revenu primaire et d'en justifier le caractère inconditionnel.

I- Les piliers théoriques de la conception du revenu social garanti en tant que revenu primaire

La proposition de RSG élaborée par Jean-Marie Monnier et moi-même dans le cadre de l'approche du capitalisme cognitif repose sur deux piliers principaux qui la différencient profondément tant d'un *revenu minimum conditionnel* (comme le RSA) que d'autres propositions de revenu de citoyenneté, d'existence ou d'allocation universelle, où le RSG, malgré son caractère inconditionnel, continue à relever d'une logique redistributive.

I-1. Le RSG comme instrument de relâchement de la contrainte monétaire au rapport salarial

Le premier pilier consiste à inscrire le RSG dans un projet de renforcement du processus de resocialisation et de démarchandisation de l'économie démarré, dans l'après-guerre, avec le développement du système moderne de protection sociale et du droit du travail. Le RSG ne se substituerait donc en aucune manière aux institutions et aux prestations qui constituent les fondements de l'actuelle architecture du système de protection sociale. Il se propose de les compléter, tout en sauvegardant les conquêtes fondamentales liées au système de retraite, de santé ou d'indemnisation du chômage.

Dans ce cadre, le rôle du RSG est d'atténuer la contrainte monétaire à la source de la norme sociale du rapport salarial qui définit, au sens de Marx, la *subsumption formelle du travail au capital*. Autrement dit, il vise à rompre le cercle vicieux qui subordonne la reproduction de la force de travail à sa vente sur le marché du travail, en faisant de l'accès à la monnaie et donc à

⁵ Dans cet exposé je m'appuierai souvent sur les travaux réalisés en collaboration avec Jean-Marie Monnier cités en bibliographie.

un revenu, une variable dépendante des anticipations des capitalistes concernant le volume de la production et donc de l'emploi considérés comme rentables⁶.

En ce sens, l'instauration d'un RSG indépendant de l'emploi doit correspondre à un revenu suffisant pour vivre ou du moins pour permettre aux travailleurs de refuser des conditions de travail considérées comme inacceptables, en s'opposant à la dégradation des conditions d'emploi et de rémunération qui font désormais qu'un SMIC à temps partiel soit la norme de référence réglant le montant des minima sociaux. L'atténuation de la contrainte au rapport salarial autorisée par le RSG constituerait une condition clé pour permettre aux travailleurs de se réapproprier de la maîtrise de leurs temps de vie et d'utiliser le temps et l'énergie psychiques ainsi libérées dans le développement des diverses formes de production du commun alternatives à la logique de la marchandise et du travail salarié subordonné. Aussi le RSG favoriserait-il le passage de l'actuel modèle de précarité subie à un modèle de mobilité choisie entre différents types d'activités et d'emploi, tout en permettant de changer à partir de la société les rapports de force à l'intérieur des entreprises.

1-2. Le RSG comme nouvelle forme de revenu primaire

Le deuxième pilier consiste à affirmer que le RSG ne doit pas être pensé comme un revenu secondaire (de transfert) lié à la redistribution du revenu. Sa justification théorique ne doit pas non plus être exclusivement de nature éthique, fondée, par exemple, sur la simple reconnaissance du droit à l'existence. A la différence de nombre de proposition d'allocation universelle, notre thèse est que le RSG doit être conçu, revendiqué et instauré comme un revenu primaire, ce qui implique une remise en cause de l'approche réductrice encore dominante de la notion de travail productif, et notamment de son assimilation à la notion de *travail-emploi*.

Que faut-il donc entendre lorsqu'on affirme que le RSG constitue un revenu primaire, une idée que Gorz partageait lui-aussi mais en lui donnant un contenu quelque peu différent de ce que Jean-Marie Monnier et moi-même défendons.

Nous entendons par là que le RSG est un revenu résultant directement de la production (et partant de la répartition dite primaire), c'est-à-dire d'un travail social et d'une activité créatrice de valeur et de richesse aujourd'hui non reconnue, non rémunérée et en même temps non mesurable selon aucun étalon préétabli, comme dirait Gorz.

⁶ Sur la relation entre la proposition du RSG et la conception d'une monnaie du commun cf. Baronian et Vercellone (2013)

Cette définition du RSG, en tant que nouvelle forme de revenu primaire, repose en grande partie sur l'analyse des mutations du travail liées à la montée en puissance de sa dimension cognitive, et ce tant dans la sphère du travail matériel que dans celle du travail immatériel.

Il faut à cet égard noter que les travaux menés par Gorz depuis *Misères du présent et richesse du possible* ont porté une contribution fondamentale, en montrant notamment comment, quasiment par essence, le travail cognitif se présente comme la combinaison complexe d'une activité intellectuelle de réflexion, de communication, de partage et d'élaboration des savoirs qui s'effectue tant en amont et en dehors, que dans le cadre même du travail immédiat, direct, de production exécuté durant l'horaire officiel du travail. Le temps de travail direct de production effectué durant l'horaire officiel du travail ne constitue ainsi plus qu'une fraction, parfois la moins importante, du temps effectif du travail.

De cette analyse du travail cognitif résultent deux conséquences essentielles et sur bien des aspects contradictoires.

La première est que les frontières habituelles tracées par le modèle fordiste-industriel entre temps de travail et « temps libre » s'effritent, en remettant de plus en plus en cause, comme le reconnaissait Gorz lui-même (2000), la possibilité d'établir une séparation trop nette entre la sphère du travail hétéronome et de l'économique, d'une part et la sphère de l'autonomie et du non économique, d'autre part⁷.

La seconde conséquence consiste en ce que cette dimension nouvelle du travail vivant, où, pour citer Gorz (1997, p. 144) « *le travailleur est à la fois la force de travail et celui qui la commande* »⁸, échappe tout à la fois à sa mesure officielle et à une conception réductrice l'assimilant à la notion d'emploi salarié.

Plus fondamentalement encore, dans une économie fondée sur la connaissance, ce n'est plus dans les entreprises mais désormais dans la société que s'opère l'essentiel des processus de création de savoirs et de richesses, selon une logique qui trouve sa figure exemplaire, dans le modèle coopératif et non marchand du logiciel libre et de la *Wikiéconomie*.

⁷ Comme celle que Gorz avait essayé de théoriser, par exemple, dans *Adieux au prolétariat et Métamorphoses du travail, Quête du sens - Critique de la raison économique*, éd. Galilée, Paris.

⁸ Il est intéressant de noter que cette même citation nous la retrouvons à l'identique dans un passage de *Réforme et Révolution*, essai écrit à l'époque où, à la fin des années 1960, Gorz défendait une perspective autogestionnaire. En effet, affirmait-il « *Le travailleur de pointe est proprement impossible à commander ; il est à la fois la force de travail et celui-là même qui la commande, bref il est une praxis sujet coopérant avec d'autres praxis à une tâche commune, que les directives trop impératives venant d'en haut pourraient seulement désorganiser* » (Gorz, 1969, p. 180)

Il en résulte que la raison principale justifiant la mise en place du RSG ne peut reposer sur le seul constat de la crise structurelle des politiques de plein emploi, au risque de le présenter comme un simple dispositif d'atténuation des effets pervers du chômage de masse et de la précarité, et non comme un moyen d'émancipation et de transformation sociale radicale. C'est également la raison pour laquelle, le fondement premier de la proposition du RSG comme nouvelle forme de revenu primaire, implique un réexamen et une extension du concept de travail productif menés d'un double point de vue.

Le premier concerne la notion de travail productif pensée, suivant la tradition dominante au sein de l'économie politique, comme le travail qui produit un profit et participe à la création de valeurs d'échanges. Il s'agit là du constat selon lequel nous assistons aujourd'hui à une extension importante des temps de travail, hors journée officielle du travail, qui sont directement ou indirectement impliqués dans la formation de la valeur captée par les entreprises. A cet égard, le RSG, en tant que revenu primaire, correspondrait, du moins en partie, à la rémunération collective de cette dimension toujours davantage collective, d'une activité productrice de valeur qui s'étend sur l'ensemble des temps sociaux et se traduit, sous de formes souvent inédites, par un prolongement du temps effectif de travail et l'accroissement de la plus-value absolue. Cette revendication pourrait en ce sens être aussi le vecteur d'une recomposition à l'échelle de la société de l'ensemble des figures du travail dans une lutte pour la réappropriation d'une partie de la valeur ajoutée perdue par les salaires à l'avantage des rentes et des profits.

Le second point de vue renvoie au concept de travail productif pensé lui, contre la tradition dominante dans la théorie économique, comme le travail producteur de valeur d'usage, d'une richesse qui échappe à la logique de la marchandise et du rapport salarial soumis au capital.

Il s'agit en somme de remettre en discussion l'assimilation abusive du concept de travail et du concept de travail-emploi et d'affirmer, avec force, que le travail peut être improductif de capital⁹, mais producteur de richesses non marchandes et donner donc droit à un revenu versé en dehors de toute logique comptable de mesure de l'effort individuel et de sa nature.

⁹ C'est par ailleurs déjà le cas, d'un point de vue strictement théorique, pour les activités réalisées au sein des services publics non marchands qui produisent de la richesse et non de la valeur marchande. Le caractère inconditionnel du RSG se distingue cependant, de manière radicale, du salaire versé aux travailleurs de ces services car il ne se fonde ni sur un travail dépendant, ni n'implique de la part des bénéficiaires une quelconque démonstration de l'utilité sociale de leur activité. Il présuppose la reconnaissance sociale (non bureaucratique-administrative) d'une activité créatrice de richesses qui se développe en amont et de manière autonome par rapport à la logique administrative de la sphère publique et à la logique de la rentabilité marchande du privé, et

Il faut souligner que nous avons là tout un ensemble d'arguments qui permettent aussi de renverser en quelque sorte la critique moraliste d'un revenu garanti dissocié du travail : en effet, la « soi-disant » contrepartie en travail existe déjà. C'est au contraire sa contrepartie en termes de revenu qui manque¹⁰.

Pour conclure, dans la seconde partie de cette contribution, il nous semble enfin utile de nous attarder sur certains points clé de divergence entre l'approche du RSG que nous défendons et celle de Gorz, concernant justement la manière de justifier son caractère de revenu primaire et son inconditionnalité.

II. Revenu primaire et/ou instrument du développement des activités autonomes ? Deux conceptions du RSG ?¹¹

Nous nous devons de souligner que Gorz lui-même indique à plusieurs reprises l'importance d'une définition du RSG en tant que revenu primaire. Il en est ainsi, par exemple, lorsqu'il affirme que « *la revendication de la garantie inconditionnelle d'un revenu suffisant doit surtout ...signifier d'emblée que le travail dépendant n'est plus le seul mode de création de richesse, ni le seul type d'activité dont la valeur sociale doit être reconnue* » (Gorz, 2003, p. 100). Autrement dit, poursuit Gorz, « *la garantie d'un revenu suffisant doit marquer l'importance croissante, virtuellement prépondérante, de cette autre économie créatrice de richesses intrinsèques, ni mesurables, ni échangeables. Elle doit marquer la rupture entre création de richesse et création de valeur* ». Et, précisait Gorz, « *elle doit mettre justement en évidence que « chômage » ne signifie ni inactivité sociale ni inutilité sociale, mais seulement inutilité à la valorisation directe du capital* » (ibidem p. 100).

Avec une formidable capacité anticipatrice par rapport à la réflexion qui se développera vers la fin des années 2000, il semble aussi associer cette caractérisation du revenu garanti comme

ce même lorsqu'elle les traverse et contribue à leur reproduction. En ce sens aussi, le RSG correspond à une construction sociale et institutionnelle qui préfigure la logique du commun, et ce tant sur le plan des principes organisant la coopération productive que sur ceux réglant la répartition (Vercellone, 2011).

¹⁰ Contrairement à ce que suggère Gollain (2010), la revendication du RSG sur la base de la reconnaissance sociale de cette double dimension du travail productif n'a donc rien à voir avec un projet de stabilisation du capitalisme cognitif. Notre approche s'est même toujours opposée à la position, défendue notamment par Yann Moulier Boutang (2006), selon laquelle le RSG aurait pu devenir le socle d'un nouveau compromis institutionnalisé susceptible de réconcilier capitalisme cognitif et économie fondée sur la connaissance.

¹¹ Gorz, dans *l'Immatériel*, résume ce que sont, à ses yeux, les traits principaux de ces deux conceptions possibles du RSG dans les pp 30-31, tout en précisant qu'elles coexistent parfois chez les mêmes auteurs (en partie, ajouterions-nous, chez Gorz lui-même). Puis, il revient de manière plus détaillée sur cette question dans la section dédiée aux *Fondements du revenu d'existence* (pp. 99-104).

revenu primaire à celle qui en fait une institution du commun lorsqu'il écrit que le RSG correspond « *en fin de compte, à la mise en commun d'une partie de ce qui est produit en commun, sciemment ou non* » (Gorz, 2003, p. 101).

Toutefois, Gorz finit par « rejeter » cette fondation du revenu social garanti comme « *rémunération d'une activité productive* » en affirmant que cette formulation resterait accrochée à la valeur-travail et, en prenant acte de la mise au travail totale de la personne, finirait par la légitimer (ibidem, p. 30). Elle contiendrait aussi le risque que « *l'usage qu'en font ses bénéficiaires va être administrativement prescrit ou du moins contrôlé* » (ibid. p 102). On retomberait alors dans « *le scénario des activités citoyennes rémunérées par un salaire de citoyenneté* » (ibidem).

Il opte alors pour une justification « *non économique mais politique* » (ibid.) selon laquelle le revenu n'est plus compris comme la rémunération d'une création de richesse, mais comme « *ce qui doit rendre possible le déploiement d'activités qui sont une richesse et une fin pour elles-mêmes* » (ibidem, p. 103), en somme comme une sorte d'investissement social permettant de financer la coopération libre et créatrice des multitudes du *général intellect*. Il pousse même le raisonnement jusqu'à parler à ce propos de *deux conceptions* du RSG.

Ce glissement de la justification du revenu garanti pose plusieurs problèmes dont il n'a malheureusement pas été possible de discuter avec lui.

Le premier est que Gorz passe ainsi d'une justification du RSG fondée *ex-ante* sur la productivité sociale de l'intelligence collective, à une justification qui fait désormais du revenu social garanti essentiellement un instrument visant *ex-post* à permettre « *aux créateurs de créer, aux inventeurs d'inventer...* » (ibidem), à rendre possible le déploiement d'activités hors marché fondées sur des formes de coopération alternatives à la logique du capital.

Ce type d'argumentation repose sur une dissociation somme toute arbitraire entre justification économique et justification politique, entre lutte sur la répartition et lutte pour constituer les bases d'un autre mode de production qui constituent deux volets indissociables de la revendication du RSG¹². Il crée aussi et surtout un danger majeur, celui de s'écarter d'une

¹² Plus précisément, cette dissociation nous semble rester prisonnière, sur bien des aspects, de la vieille hiérarchie que le marxisme traditionnel établissait entre la lutte économique de la classe ouvrière, demeurant par définition à l'intérieur du système capitaliste, et la lutte politique, seule à même de porter le conflit sur le plan d'un projet de véritable rupture avec le capitalisme. Or, comme l'a bien montré toute une tradition marxiste hétérodoxe inspirée notamment par l'approche *opéraïste* (Panzieri, Tronti, Negri, etc.), cette séparation entre lutte économique et lutte politique est non seulement erronée, mais elle semble aussi à tort associer le concept lui-même d'économique à sa forme capitaliste, comme s'il s'agissait d'un invariant structurel. Cette considération était vraie, par exemple, pour l'ouvrier masse, chez lequel la lutte sur le salaire comme variable indépendante et contre l'organisation scientifique du travail était indissociable de l'aspiration politique à un autre mode de production et de répartition permettant le dépassement de la division capitaliste du travail. Elle est encore davantage pour la figure de l'intelligence collective et du travail cognitif pour laquelle le RSG représente

approche considérant le RSG comme un revenu primaire. Ne justifier le RSG qu'à la manière d'un instrument revient en fait à remettre en cause *de facto* l'idée d'un revenu primaire résultant, comme nous l'avons vu, d'une contribution à l'activité productive qui lui préexiste.

Le deuxième problème est que ce type d'argumentation faisant du RSG non la reconnaissance d'une conception nouvelle de la notion de travail productif, mais un instrument et un investissement social au service du déploiement de formes alternatives de création de richesse, risque en même temps, bien plus que la première justification, de légitimer un contrôle administratif rendant son octroi prescrit et conditionnel. Oui - ce serait en synthèse le discours des administrations octroyant le revenu garanti- nous avons bien accepté d'investir en vous pour permettre l'épanouissement de votre force créatrice. Montrez-nous à présent le bien-fondé de l'effort financier nécessaire à cet investissement, le fait qu'il ne va pas se révéler après-coup comme un gaspillage de ressources qui auraient pu être mieux employées¹³. Les oripeaux de la critique moraliste d'un droit au revenu dissocié de l'emploi salarié feraient inéluctablement surface.

Cela est d'autant plus vrai que le financement d'un revenu garanti, justifié comme une sorte d'investissement, s'apparenterait à une sorte de crédit pour lequel l'administration, comme une banque, voudrait demander, des garanties sur la viabilité et la rentabilité économique et sociale.

C'est pourquoi la justification et la viabilité du revenu garanti impliquent, à notre sens, une bataille politique et culturelle, au sens gramscien de ce terme, pour affirmer au niveau sociétal l'hégémonie d'une conception autre du travail productif par rapport à son approche dominante aujourd'hui au sein de la théorie économique comme de la société capitaliste.

Il est bien entendu difficile de savoir ce que Gorz aurait répondu à ces objections, toujours est-il que nous pouvons conclure avec lui que « *seule l'inconditionnalité du revenu pourra préserver l'inconditionnalité des activités qui n'ont tout leur sens que si elles sont accomplies pour elles-mêmes* » (Gorz, 1997, pp. 143-144)

Finalement, une justification forte du RSG et de son caractère inconditionnel ne peut reposer, à notre sens, que sur une synthèse de ces deux conceptions qui ne sont qu'en

à la fois, de manière inextricable, un instrument d'atténuation du rapport d'exploitation et de libération de son potentiel d'auto-organisation vers un exode de la société salariale.

¹³ C'est peut-être aussi en raison de la conscience de ce risque que Gorz, vers le fin de sa vie, précise que le RSG ne pourrait pas être instauré « *graduellement et pacifiquement par une réforme décidée d'en haut* » (Gozz, 2008, p. 153) et semble envisager sa mise en place comme une vague de fond se propageant à partir du niveau local à travers un financement reposant sur une monnaie parallèle ou alternative, de toute manière « *une monnaie différente de celle que nous utilisons aujourd'hui* ». (ibidem, p. 154). Ce qui ouvre sur une autre question très débattue au sein des mouvements prônant l'instauration d'un RSG.

apparence opposées.

Le RSG doit en somme se présenter comme étant tout à la fois une institution du commun, un revenu primaire pour les individus et un investissement collectif de la société dans le savoir permettant l'essor d'un mode de développement fondé sur la primauté du non marchand et des formes de coopération alternative aussi bien au public qu'au marché dans leurs principes d'organisation.

Bibliographie

- Baronian L., Vercellone C. (2013) « La monnaie du commun et le revenu social garanti », in *Terrains/Théories*, N°1, à paraître automne 2013. Une première version de cet article est disponible en italien sur le site <http://www.uninomade.org/moneta-del-comune-e-reddito-sociale-garantito/>
- Cerica C., Vercellone C. (1993), Au-delà de Gorz. Travail et revenu garanti, Futur Antérieur, n° 93/4, pp30-45.
- Clerc D., (2007), «Les Trois vies d'André Gorz», *Alternatives Economiques* N° 263, pp. 80-82.
- Gollain Fr. (2010), « L'apport d'André Gorz au débat sur le capitalisme cognitif » in , *Revue du MAUSS*, 2010/1 n° 35, p. 541-558
- Gorz A.- (1969), *Réforme et révolution*, éd Seuil.
- (1973), *Critique de la division du travail*, éd. Seuil, Paris.
- (1980), *Adieux au prolétariat - Au-delà du socialisme*, éd. Galilée, Paris.
- (1983), *Les chemins du Paradis - L'agonie du Capital*, éd. Galilée, Paris.
- (1988), *Métamorphoses du travail, Quête du sens - Critique de la raison économique*, éd. Galilée, Paris.
- (1991), *Capitalisme, socialisme, écologie*, éd. Galilée, Paris
- (1997), *Misères du présent. Richesse du possible* éd. Galilée, Paris.
- (1998), «Misères du présent. Richesse du possible», entretien avec Vercellone C. Dieuaide P. et Péronnet P., in *Alice*, n° 1, pp. 31-35.
- (2000) «Entretien avec André Gorz», in Gollain F., *Une critique du travail*, 2000, La Découverte, pp.219-242.
- (2003). *L'immatériel : connaissance, valeur et capital*, éd. Galilée, Paris.
- (2004) «Économie de la connaissance et exploitation des savoirs», entretien avec Moulier-Boutang Y. et Vercellone C., in *Multitudes*, N° 15, pp. 205-216.
- 2006, Revenu garanti et post-fordisme, <http://ecorev.org/spip.php?article508>
- (2008), *Ecologica*, éd. Galilée, Paris.
- Monnier J.M., Vercellone C. (2007), «Travail et protection sociale à l'âge du capitalisme cognitif : la proposition de revenu social garanti », in Dang A.-T., Outin J.-L. et Zajdela H. (Ed., *Travailler pour être intégré ? Mutations des relations entre emploi et protection sociale*, Editions CNRS, pp. 199-217.
- Monnier J.M., Vercellone C. (2007), «Fondements et faisabilité du revenu social garanti», *Multitudes*, n. 27, Janvier, pp. 73-84.
- Monnier J-M, Vercellone C. (2013), « Le financement du revenu social garanti comme revenu primaire. Approche méthodologique », *Mouvements*, N° 73, La Découverte, pp. 44-53.
- Moulier-Boutang Y. (2006), *Capitalisme cognitif*, Amsterdam, Paris.

Vercellone C. (2003), «Mutations du concept de travail productif et nouvelles normes de répartition », in C. Vercellone (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, p. 249 -272.

Vercellone C. (2007), «La nouvelle articulation rente, salaire et profit dans le capitalisme cognitif», in *European Journal of Economic and Social Systems*, Volume 20 – n° 1/2007, pp.45-64.

Vercellone C. (2008), «La thèse du capitalisme cognitif. Une mise en perspective historique et théorique», in Colletis G. et Paulré P. (coord.) *Les nouveaux horizons du capitalisme*, Economica, pp. 71-95.

Vercellone C. (2009), «L'analyse gorzienne de l'évolution du capitalisme», in Fourel Ch ; (dir), *André Gorz, un penseur pour le XXI siècle*, La Découverte, pp. 77-98.

Vercellone C. (2011) « La crise de la dette comme enjeu des luttes », Séminaire du *Public au Commun*, Collège de France, 16/11/2011, Paris.